

**DE LA MATERNELLE À L'UNIVERSITÉ,
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE
LE JEUDI 28 MARS 2013 !**

Après la très forte mobilisation lors de la grève nationale du 12 février, le ministre n'a apporté aucune réponse aux personnels. Les salaires et traitements sont toujours bloqués, les conditions de travail continuent de se détériorer, **SUD Éducation Paris** constate que le gouvernement ne rompt pas avec les politiques précédentes et **c'est dans tous les établissements, pour tous les personnels que la politique gouvernementale sape le service public d'éducation.**

Dans le premier degré, Peillon et Delanoë ont pris ainsi la responsabilité d'aboutir à un passage en force: le lundi 25 mars, à l'appel de leurs syndicats départementaux (SNUipp-FSU, SNUDI-FO, SE-UNSA, CGT Educ'action, SUD Éducation, STE 75 CNT), les professeurs des écoles seront à nouveau en grève à Paris pour l'abrogation du décret sur les rythmes scolaires.

Dans les lycées généraux et les collèges, la réforme Darcos-Chatel n'est toujours pas abrogée. **Le cadre actuel aboutit à des classes surchargées, les demi groupe supprimés, des DHG de misère où les collègues de chaque discipline se disputent les miettes.** Encore et toujours la pression hiérarchique, le manque de personnels, l'aggravation de la précarité pour bon nombre de collègues. Les réformes engagées sur le baccalauréat de langue remettent en cause le cadre national des diplômés.

Dans les lycées professionnels, la carte des formations professionnelles attribuée aux régions : plus de pouvoir aux potentats locaux élus et patronaux qui choisiront selon leurs besoin les formations de l'Éducation Nationale !

Des conditions de travail qui se dégradent, des emplois de plus en plus précaires avec la contractualisation des "M2" (étudiants en master 2ème année)

Transférés à la région et au département en 2003, les agents techniques subissent déjà les conséquences catastrophiques de ces changements : aggravation des conditions de travail (manque de personnel), annualisation des heures de travail (flexibilité), renforcement de la hiérarchie, privatisation de services.

Dans l'enseignement supérieur, après des Assises sans consultation des personnels, la loi Fioraso-LRU2 ne résorbe pas la précarité, laisse les universités autonomes gérer elles-même la faillite, conforte les PRES non démocratiques sous forme de communautés d'universités et acte leur régionalisation, remet en cause l'habilitation nationale des diplômés et proroge les comités de sélection de la LRU. Ici encore, aucune rupture, c'est la cerise hollandaise sur le gâteau sarkozyen.

- **Titularisation de tous les personnels sans condition de concours et de nationalité**
- **Embauche à la hauteur des besoins réels exprimés par les personnels**
- **Retrait de la loi d' « autonomie » (LRU) et de la LRU2**
- **Réduction du temps de travail**
- **Augmentation générale des salaires**
- **Corps unique des personnels. Même statut, même salaire !**
- **Nationalisation (sans indemnités, ni rachat) de l'école privée**

**TOUTES ET TOUS À LA MANIFESTATION !
DÉPART À 14h30 DE LA PLACE EDMOND ROSTAND
(RER LUXEMBOURG), EN DIRECTION DU MINISTÈRE**